

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy
ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 20/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Partie nominative

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier
BP 129
54700 Pont-À-Mousson

Affaire suivie par : Alain NOEL
Téléphone : 03.54.44.02.55.
Courriel : alain.noel@developpement-durable.gouv.fr
Référence : AN/IA/0002_2025
Code AIOT : 0006200539

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19/11/2024 de l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Alain NOEL, Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, Nancy Coord, inspecteur de l'environnement
- DODIN Loïc, Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, Inspecteur de l'environnement - Adjoint au chef de la subdivision BLD2

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Sandra DUFOUR, coordinatrice Environnement

- Léa METZGER, responsable EHS
- Stéphane ROBERT, adjoint à la responsable responsable EHS
- Quentin MSIRDI, technicien maintenance réseaux

Le courriel d'échange avec l'administration est Sandra.Dufour@saint-gobain.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Alain NOEL	le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement, Mohamed KHEDJOUT	Pour le Directeur Régional, Le chef du service prévention des risques anthropiques, Pascal LAJUGIE

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 19/11/2024 de l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **VLE eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010 article : 4.3.11.2 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **VLE eaux résiduaires avant rejet dans réseau interne - purges bassins C C'** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010 article : 4.3.14 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **VLE eaux résiduaires avant rejet dans réseau interne - eaux bassins B B'** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010 article : 4.3.15 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Autosurveillance des eaux résiduaires** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010 article : 13.2.3 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier
BP 129
54700 Pont-À-Mousson

Référence : 0002_2025
Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT GOBAIN PAM implantée sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, fabrique des canalisations en fonte ductile.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	VLE eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.11.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	VLE eaux résiduaires avant rejet dans réseau interne - purges bassins C C'	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	VLE eaux résiduaires avant rejet dans réseau interne - eaux bassins B B'	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Autosurveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des effluents	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.1	Sans objet
3	VLE des eaux résiduaires avant rejet dans l'Esch -aire de lavage des camions	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.12	Sans objet
4	VLE eaux résiduaires avant rejet dans le réseau interne - Circuit procédé AC	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.13	Sans objet
7	VLE des eaux pluviales rejetées dans l'ESCH	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.16	Sans objet
8	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.2	Sans objet
10	Surveillance des effets sur les milieux aquatiques	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.4	Sans objet
11	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)	Arrêté Ministériel du 26/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des analyses des eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle révèlent des dépassements périodiques de valeurs limites pour plusieurs paramètres et il est demandé à l'exploitant d'indiquer les actions correctives qu'il compte mettre en place en précisant le calendrier de leur mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none">• Eaux industrielles provenant du réseau interne de l'usine (process - sanitaires - refroidissement - pluviales) via la fosse « 4,5,6 »• Eaux de l'aire de lavage des camions (installations de tri magnétique implantées sur le crassier)• Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et non rejetées dans le réseau interne de l'usine• Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées• Eaux domestiques rejetées dans le réseau communal- Eaux domestiques rejetées dans le réseau collectif du site- Eaux domestiques rejetées dans l'Esch
Constats : Les plans du réseau d'assainissement, en particulier le plan général du site n° UC105-053 "Eaux usée Eaux pluviales - réseaux primaire et secondaire - Ensemble Usine" permettent d'identifier les différents réseaux des effluents aqueux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : VLE eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.11.2		
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires en Moselle, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :		
(extrait tableau : 4 paramètres /25)		
Paramètres	Valeurs maximales (mg/l)	Flux maximal autorisé (kg/j)
MES	35	1 200
indice cyanures totaux CN-	0,1	0,5
Al	-	20
Sn	2	0,2
[...]	[...]	[...]
Précisions relatives au flux maximaux autorisés : 10% de la série de mesure des flux journaliers sur une base mensuelle peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.		
Constats :		

Contrôles 2024 (janvier à octobre) des eaux résiduaires avant rejet dans la Moselle (rejet final) :

- Matières en suspension (MES) : 30 % des résultats de mesure, en concentration, dépassent la valeur limite d'émission (VLE). En juin, une seule valeur dépasse la VLE. L'exploitant explique qu'il a mis en place un système de floculation sur le bassin « 4,5,6 » en mai 2024. Sur cette période les flux rejetés sont très inférieurs à la VLE de 1 200 kg/j, la moyenne mensuelle étant située entre 13 et 36 % de la valeur limite.

La concentration en MES augmente sensiblement à partir de juillet. Les flux augmentent sensiblement et 1/3 des résultats de mesure de ceux-ci dépassent la VLE à partir de mi-août, date à partir de laquelle l'exploitant utilise le haut-fourneau n° 3 (Hfx3), de plus grande capacité que le Hfx2.

Quelques valeurs de flux dépassent la VLE en août. L'exploitant explique que les travaux de curage des bassins peuvent expliquer ces dépassements (explication signalée sur GIDAF). Des travaux de curage des bassins ont été constatés le jour de l'inspection.

Lors de cette phase un filet de filtration destiné à retenir les MES a été posé dans le dernier bassin, avant rejet dans la Moselle (bassin 4,5,6).

- Indice phénol : 19 % des flux dépassent la VLE, les dépassements les plus importants étant observés de mi-juillet jusqu'à fin août avec 42 % des mesures dépassant la VLE.

- Des dépassements des flux sont constatés entre mi-août et mi-septembre 2024 sur les paramètres Indice cyanures totaux (CN Tot), aluminium (Al) et étain (Sn).

L'analyse des résultats antérieurs révèle une dérive entre mai et décembre 2023 sur les paramètres indice phénol et étain (Sn), avec de nombreux dépassements des VLE de flux. La période observée correspond également à l'utilisation du Hfx3.

L'exploitant recherche les causes potentielles de ces dépassements. Il précise qu'une étude est en cours de commande auprès d'une société spécialisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'expliciter les causes des dépassements constatés ;
- de préciser les actions correctives qu'il compte mettre en place ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : VLE des eaux résiduaires avant rejet dans l'Esch -aire de lavage des camions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux issues de l'aire de lavage des camions implantée à proximité de l'installation de tri magnétique sur le crassier sont collectées, traitées et rejetées vers l'Esch sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l) sauf débit en m3/j
------------	--

Volume	5
Hydrocarbures totaux	5
HAP (les 16 de l'US EPA)	0,05
Matière en suspension	35
Pb	0,1
Cu	0,5
Cr	0,5
Ni	0,5
Zn	2
Mn	1
Fe+Al	5

Constats :

Les résultats du contrôle annuel 2024 respectent les VLE de l'article contrôlé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE eaux résiduaires avt rejet dans le réseau interne - Circuit procédé AC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.13													
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux													
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux rejetées par l'installation ACC après traitement par une station physico-chimique et avant rejet dans la fosse n°4 de l'usine (sortie station traitement rejet interne) sont limitées aux valeurs suivantes :</p> <table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Valeurs maximales</th></tr> <tr> <td>pH</td><td>> 6 et < 9</td></tr> <tr> <td>débit</td><td>90 m3/j</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>90 mg/l</td></tr> <tr> <td>Fluorures</td><td>10 mg/l</td></tr> <tr> <td>Fer</td><td>5 mg/l</td></tr> </table>		Paramètres	Valeurs maximales	pH	> 6 et < 9	débit	90 m3/j	DCO	90 mg/l	Fluorures	10 mg/l	Fer	5 mg/l
Paramètres	Valeurs maximales												
pH	> 6 et < 9												
débit	90 m3/j												
DCO	90 mg/l												
Fluorures	10 mg/l												
Fer	5 mg/l												
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en 2024 sur les eaux rejetées par l'installation ACC (traitement de surface par cataphorèse) respectent les VLE de l'AP.</p> <p>Toutefois l'exploitant n'a pas mesuré la concentration en Fer de l'effluent (point traité au constat n°9). Pour ce polluant, les mesures trimestrielles réalisées par un laboratoire externe respectent la VLE.</p>													
Type de suites proposées : Sans suite													

N° 5 : VLE eaux résiduaires avt rejet dans réseau interne - purges bassins C C'

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.14	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux	
Prescription contrôlée :	
Les purges de déconcentration du bassin C ou C' rejetées en en amont du point de rejet final réglementé à l'article 4.3.11. ci-dessus sont limitées aux valeurs suivantes :	
(extrait tableau : 4 paramètres /25)	
Paramètres	Valeurs limites journalières (mg/l)
MES	30 (APC du 15/12/20216)
Zn	2
Mn	1
Fe + Al	5
[...]	[...]
Constats :	
Pour les 4 derniers trimestres la concentration en MES (41 à 84 mg/l) dépasse la VLE ci-dessus. Des dépassements des VLE (Al + Fe), Mn et Zn sont également observés sur les résultats des 4 derniers contrôles trimestriels.	
L'exploitant n'a pas produit les contrôle hebdomadaires prescrits par l'article contrôlé portant sur les paramètres "Indice CN" et "indice Phénol"(point traité au constat n°9).	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :	
Il est demandé à l'exploitant :	
<ul style="list-style-type: none">d'expliciter les dépassements des VLE en MES, (Al + Fe), Mn et ZN observés sur les résultats des 4 derniers contrôles trimestriels ;de préciser les actions correctives qu'il compte mettre en place ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 6 : VLE eaux résiduaires avt rejet dans réseau interne - eaux bassins B B'

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.15

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux issus du bassin B, B' déversés en amont du point de rejet final réglementé à l'article 4.3.11. doivent répondre aux valeurs limites d'émission suivantes :

(extrait tableau : 1 paramètres /19)

Paramètres	Valeurs limites d'émission (mg/l)
Matières en suspension (MES)	35
[...]	[...]

Constats :
Sur les 12 dernières mesures mensuelles, 3 dépassements de la VLE MES sont constatés
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'expliciter les dépassements de la VLE sur les matières en suspension ; de préciser les actions correctives qu'il compte mettre en place ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : VLE des eaux pluviales rejetées dans l'ESCH

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 4.3.16	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux	
Prescription contrôlée :	
Les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisés et susceptibles d’être polluées sont systématiquement collectées et :	
<ul style="list-style-type: none">• soit envoyées dans l’aqueduc général du site avant rejet dans la Moselle (rejet final, article4.3.11)• soit traitées et rejetées dans l’Esch.	
Pour les eaux pluviales rejetées dans l’Esch, les valeurs limites d’émission sont les suivantes :	
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
Hydrocarbures totaux	5
HAP (les 16 de l’US EPA)	0,05
Matières en suspension	35
Pb	0,1
Cu	0,5
Cr	0,5
Ni	0,5
Zn	2
Mn	1
Fe+Al	5
Constats :	
Les résultats du contrôle annuel 2024 respectent les VLE de l'article contrôlé.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 8 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.2
Thème(s) : Autre, prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre. Par ailleurs, la consommation d'eau de l'installation de traitement du laitier est suivie en continu par une mesure totalisateur. La consommation est relevée à fréquence hebdomadaire.
Constats : L'exploitant effectue les relevés prescrits par l'article contrôlé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets aqueux
Prescription contrôlée : Article 13.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets – Rejet final Article 13.2.3.2. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets - Fosse 4,5,6 L'exploitant procède à un contrôle trimestriel des eaux issues de la fosse « 4, 5, 6 ». Les paramètres recherchés sont les mêmes que pour le rejet final (cf. article 12.2.3.1. du présent arrêté). Article 13.2.3.3. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets - REJET INSTALLATION ACC (Secteur Fonderie) Article 13.2.3.4. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets – Purges de déconcentration - bassins C et C' (sortie DCN) Article 13.2.3.5. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets – Rejet du Bassin B L'exploitant procède à un contrôle mensuel des effluents aqueux issus du bassin B et fait procéder à un contrôle trimestriel de ces effluents par un laboratoire extérieur agréé. Ces contrôles portent sur l'ensemble des substances pour lesquelles une valeur limite est fixée à l'article 4.3.15. du présent arrêté. Article 13.2.3.6. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets – Rejet des eaux de l'aire de lavage de l'installation de tri magnétique L'exploitant procède à un contrôle annuel des eaux pluviales rejetées dans l'Esch. Ces contrôles portent sur l'ensemble des substances pour lesquelles une valeur limite est fixée à l'article 4.3.12. du présent arrêté. Article 13.2.3.7. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets – Rejet des eaux pluviales L'exploitant procède à un contrôle annuel des eaux pluviales rejetées dans l'Esch. Ces contrôles portent sur l'ensemble des substances pour lesquelles une valeur limite est fixée à l'article 4.3.16.

<p>dus présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'autosurveillance des rejets des purges de déconcentration des gaz de hauts fourneaux (sortie DCN) l'exploitant n'a pas produit les contrôle hebdomadaires qu'il doit réaliser sur les paramètres "Indice CN" et "indice Phénol".</p> <p>Pour ce qui concerne l'autosurveillance des rejets de l'installation ACC (secteur fonderie - traitement de surface par cataphorèse), l'exploitant n'a pas mesuré la concentration en Fer de l'effluent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> de la mise en place de l'autosurveillance hebdomadaire sur les paramètres "Indice CN" et "indice Phénol" des rejets des purges de déconcentration des gaz de hauts-fourneaux (sortie DCN) ; de la réalisation des l'autosurveillances hebdomadaires de la concentration du paramètre Fer dans les effluents issus de l'installation ACC.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les rejets de substances susceptibles de s'accumuler dans l'environnement, l'exploitant réalise ou fait réaliser au moins une fois par an des prélèvements et des mesures dans les sédiments, la flore et la faune aquatique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers résultats disponibles sont ceux de la campagne 2023.</p> <p>L'étude de la qualité biologique conclut que <i>la qualité des stations étudiées de la Moselle à Blénod-lès-Pont-à-Mousson est passable avec un indice macroinvertébrés qui augmente au fil des années alors que l'indice diatomées est plutôt stable. Le rejet de Saint-Gobain PAM ne semble pas diminuer la classe de qualité de la Moselle en 2023 d'après des compartiments biologiques étudiés (macroinvertébrés benthiques et diatomées). La variation d'activité lié à la crise sanitaire ne semble finalement pas expliquer les variations des indices.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.

Constats :

L'exploitant a réalisé la campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS).

Les concentrations des 20 PFAS sont toutes inférieures à 0,05 µg/l. L'indice AOF (Fluor organique adsorbable) varie entre 2 et 6 µg/l.

Type de suites proposées : Sans suite